

Washington navigue à vue : sinistre impasse au Proche-Orient

Barack Obama, prix Nobel de la paix. A l'heure du premier bilan, un an après son élection, le choix peut sembler pour le moins interpellant. Car c'est bien sur ses interventions au plan international que le président américain a été jugé digne d'emporter la prestigieuse distinction. Or, où porte son action sur les terrains les plus chauds ?

L'Afghanistan, tout sauf pacifié, vient de vivre le fiasco de son élection présidentielle et le maintien au pouvoir par défaut de Hamid Karzaï, fortement discrédité par les fraudes massives qui ont jalonné le scrutin du 20 août. Fraudes dont les Nations unies, instrumentalisée par les puissances engagées militairement dans le pays, sortent elles-mêmes ébloussées pour avoir longtemps fermé les yeux, avant d'évacuer une partie de leur personnel devant l'aggravation apparemment inéluctable de la violence. Le pouvoir mis en place par Washington est profondément corrompu et impliqué dans le trafic de drogue. M. Barak, bien que poussé dans le dos par ses généraux, hésite à envoyer de nouveaux renforts en Mésopotamie, dès lors qu'il apparaît toujours plus évident que la défaite est l'issue la plus probable. Mais il continue à affirmer que les Etats-Unis doivent gagner et le ministre de défense, Robert Gates, annonce qu'ils devront rester encore « quelques années ». Alors que c'est précisément les actions militaires étrangères qui font fleurir le terrorisme, comme au Pakistan, en Somalie ou en Irak.

L'Irak ? Il vit, lui aussi, vit au rythme des attentats et la liste des victimes s'allonge pratiquement chaque jour sans que soit perceptible la moindre lueur d'espoir au bout du tunnel. Ici et là, la politique de la canonniers s'avère comme toujours un terrible échec et les promesses démocratiques et économiques faites aux Irakiens et aux Afghans une triste illusion.

Errements US

Quant au Proche-Orient, il est bien difficile de cerner la ligne de conduite qu'entend suivre l'administration américaine. Dès son entrée à la Maison Blanche, le président Barack Obama avait insisté sur un gel total de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, condition sine qua non, selon lui, d'une relance du processus de paix. La secrétaire d'Etat américaine avait explicité cette position le 27 mai : « Le président a été très clair avec M. Nétanyahou : il veut qu'il y ait un arrêt de la colonisation. Pas quelques colonies, pas d'avant-postes (les implantations sauvages), pas d'exceptions pour la croissance naturelle (démographique) » des colons, avait-elle martelé.

Puis, la position israélienne demeurant inflexible, le discours américain a évolué : le « gel » s'est effacé au profit d'une simple « limitation » de la colonisation. Fin août, un représentant du département d'Etat expliquait que l'administration avait « placé la barre très haut » et que l'essentiel étant la reprise des négociations. Ce qui explique la compréhension soudaine de M^{me} Clinton à Jérusalem : considérant que l'exigence d'un gel de la colonisation, systématiquement rejetée par Tel-Aviv, confortait le blocage, l'administration Obama a opéré une large courbe rentrante.

« La preuve est faite que les États-Unis sont nos meilleurs amis et que l'attitude ferme d'Israël sur ses positions est payante », n'a pas manqué de se féliciter le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, Danny Ayalon. À l'inverse, du côté palestinien, la volte-face états-unienne a suscité déception et colère que n'ont pas estompé les recules tactiques de Mme Clinton. « Nous avons la très ferme conviction que mettre fin à toutes les activités de colonisation, actuelles et à venir, serait préférable », a déclaré Hillary Clinton après une entrevue avec des dirigeants arabes.

La Maison Blanche a affirmé lundi 9 novembre qu'elle continuait à vouloir un arrêt de la colonisation juive et que sa position n'avait pas changé. Les récents propos de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton auraient reçu « une couverture médiatique disproportionnée ».

Résumons : Après avoir soutenu pendant des mois qu'Israël devait geler totalement la colonisation en Cisjordanie occupée avant la reprise des négociations, la secrétaire d'État a appelé les Palestiniens à renoncer à l'exigence d'un tel préalable avant de réaffirmer que les Etats-Unis considèrent toujours comme « illégales » les colonies israéliennes. Pour le moins, tout cela fait désordre et fait douter de la cohérence de Washington face au drame du Proche-Orient.

Gains israéliens

En attendant, on jubile dans les hautes sphères dirigeantes de Jérusalem et de Tel-Aviv. Ou au moins, on y a retrouvé le sourire. Large, épanoui, satisfait. Avec l'arrivée, d'Obama à la Maison Blanche, si peu enthousiasmante vue d'Israël, on s'était pris à douter. L'éternel, le fidèle, le riche et si intéressé allié d'Outre-Atlantique n'annonçait-il pas, sinon de sombres nuées, au moins des kilos de grains de sable dans la machine à coloniser de l'Etat hébreu ?

Voire. Les tentatives du président américain de relancer le processus de paix au Proche-Orient malgré les navettes de son envoyé spécial dans la région, George Mitchell, les déplacements de sa secrétaire d'Etat et quelques entrevues au sommet à Washington n'ont nullement ébranlé M. Netanyahou et son gouvernement, arc-boutés sur ses rêves coloniaux. Pour autant, les Etats-Unis n'ont pas exercé à ce jour la moindre pression sur Israël. Où l'on fait le pari que Barak Obama continuera à parler beaucoup sans passer à l'acte. Dès l'entrée en fonction du premier président métis, les dirigeants israéliens avaient d'ailleurs testé la nouvelle administration – et mobilisé les organisations américaines juives proches de la droite sioniste. En brochant sur cette constante que les lobbies juifs tentent de perpétuer outre-Atlantique : Israël est en état de défense au cœur d'un monde hostile (et le fait est que cette approche perdure d'une administration à l'autre avec l'appui des Congrès successifs, quelle que soit leur tendance). C'est ainsi que la puissante American Jewish Public Affairs Committee (AIPAC) a vite croisé le fer et ameuté ses amis. Un « arabiste », Charles Freeman, s'était-il porté à la présidence du Conseil national du renseignement (NIC) ? Une campagne de dénigrement a été lancée contre lui – trop « tendre » vis-à-vis de l'Iran ? Ou s'agissait-il d' « avertir tout fonctionnaire potentiel des risques pesant sur sa carrière en cas d'opposition à leur vision d'une politique favorable à Israël – quand bien même ce fonctionnaire n'aurait pas de rôle à jouer dans l'élaboration de la dite politique. La communauté pro-Israël voulait la peau de M. Freeman ; elle l'a eue¹. » De quoi rasséréner déjà les leaders israéliens inquiets de l'arrivée à la Maison blanche d'un président atypique qui parlait de rupture avec l'ère Bush sur tous les terrains.

Le Congrès à la manœuvre

L'extrême patience – pour dire le moins- de M. Obama face à l'autisme de Nétanyahou, à son mépris pour les initiatives étatsuniennes, n'a guère de quoi inquiéter les faucons israéliens de droite ou de gauche, plus que jamais complices dans l'idée qu'ils se font des droits historiques des juifs à la terre promise. Décidés à rechercher « la meilleure manière d'exploiter la situation née de la faiblesse arabe » et pour qui « le principe selon lequel on n'abandonne pas de territoire à moins d'être contraints par une force supérieure reste toujours en vigueur². »

On peut dès lors se poser la question : la relance du processus de paix israélo-palestinien, au point mort depuis l'hiver dernier à la suite de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, est-il encore l'une des priorités de politique étrangère du président Barack Obama, qui affirme pourtant y voir – mais comme ses prédécesseurs - la clé de relations apaisées entre l'Amérique et le monde arabe ? Il éprouve bien du mal à définir sa ligne de conduite. Les Etats-Unis, aux côtés d'Israël et de nombreux pays européens, ont fait – certes, en vain -des pieds et des mains à l'ONU pour empêcher l'examen du rapport Goldstone, juge sud-africain au-dessus de tout soupçon. Une étude commandée par le Conseil des droits de l'Homme et qui conclut que l'Etat hébreu et le Hamas se sont rendus coupables de crimes de guerre lors de l'attaque sur Gaza en décembre et janvier dernier.

¹ Lire : « Des juifs américains contre la droite israélienne ». Le Monde diplomatique d'octobre 2009. En lecture sur le site du Monde Diplomatique.

² « La gauche israélienne en déshérence ». Le Monde diplomatique de novembre 2009.

Au moment même où le rapport venait devant l'assemblée générale des Nations-Unies, le Congrès des Etats-Unis demandait le rejet « sans équivoque (de) tout soutien ou tout examen futur du rapport » qualifié d' « irrémédiablement partial ». Reprenant ainsi mot pour mot le discours officiel en vigueur à Tel-Aviv et s'attirant une réponse cinglante de M. Goldstone qui a mis les congressmen au défi de prouver leurs affirmations. De quoi se demander quelle est la marge de manœuvre – ou la bonne foi - du président.

Plus récemment encore, début novembre, une rencontre, qualifiée de glaciale, entre Nétanyahou et Obama a eu lieu à la Maison blanche. Sans qu'il en sorte la moindre avancée. Mais M. Netanyahu s'est félicité devant les journalistes des résultats de ses discussions à la Maison Blanche qu'il a qualifiées de « très positives sur des sujets importants concernant la sécurité d'Israël et nos efforts communs pour faire avancer le processus de paix » au Proche-Orient. « J'ai beaucoup apprécié l'approche positive que j'ai pu constater. L'atmosphère a été très ouverte, chaleureuse et amicale. Cette visite s'avérera très importante », a ajouté le Premier ministre. Sans provoquer le moindre commentaire de la Maison blanche.

Il faudrait évoquer aussi les fortes pressions exercées par les Etats-Unis sur le président de l'Autorité palestinienne pour qu'il freine l'examen du rapport Goldstone, concourant ainsi à déstabiliser Mahmud Abbas, à peine réélu à la tête du Fatah, dans son propre camp. Dans l'entourage du président palestinien, on a d'abord expliqué qu'« il ne s'agissait pas d'un retrait mais d'un simple report de l'examen du rapport, parce que « le président Obama craint que la mise en cause d'Israël ne compromette la reprise des négociations de paix, qui constitue sa priorité ». Avant de parler d'une « bévue » face aux critiques acerbes des militants palestiniens. L'un des arguments avancés par le premier ministre israélien, Netanyahou, pour faire intervenir les États-Unis dans ce dossier était qu'eux aussi pourraient bien un jour être mis en accusation devant un tribunal international pour des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan, où leurs troupes ne sont guère plus regardantes que celles d'Israël à l'égard des populations civiles.

Hypocrisie européenne

On aurait pu attendre de l'Europe qu'elle s'exprime enfin clairement et exige le respect des résolutions des Nations Unies. Or, la majorité des Etats membres de l'Union européenne ont refusé de voter le rapport Goldstone³.

En outre, alors que se développe une campagne de boycott lancée par des associations de la société civile européenne, on a appris que l'UE et Israël ont achevé leurs négociations sur la libéralisation du commerce des produits agricoles. La décision prise il y a plus d'un an par les Etats membres de rehausser les relations UE-Israël – un « partenaire naturel » - est toujours d'actualité, a déclaré à Jérusalem le vice-président de la Commission Günter Verheugen.

Fin octobre, la Haut représentant pour la politique étrangère de l'Union, Javier Solana, avait lancé devant la « Conférence présidentielle israélienne », qui réunit des politiques et des patrons de l'État hébreu : « Israël permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions ».

Notre pays n'est pas en reste. Ainsi, les régions de Bruxelles-capitale, de Wallonie et de Flandre entendent-elles organiser une mission commerciale en Israël en décembre prochain, ce « pays 'atypique' qui mérite un statut spécial car il est proche de l'UE en ce qui concerne le développement économique et la stabilité de sa démocratie et de ses institutions. » (Verheugen). « Malgré un contexte régional troublé, l'économie est forte et dynamique. L'image véhiculée par les médias est souvent parcellaire, ceux-ci ayant en effet tendance à mettre en exergue et à exagérer les aspects négatifs et à passer sous silence les réalisations de ce pays dynamique, dont l'économie n'a cessé de se développer depuis sa création en 1948. Les hommes d'affaires venant pour la première fois en Israël sont généralement surpris par la normalité de ce pays, où les pratiques d'affaires sont fort

³ L'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ont voté contre la résolution. L'Irlande, le Portugal, Malte, la Slovaquie et Chypre l'ont adopté. Les 13 autres Etats membres de l'UE, dont la Belgique, la France et la Grande-Bretagne, se sont abstenus

similaires aux nôtres, et s'y sentent généralement en sécurité » affirme ainsi l'invitation de l'Agence wallonne à l'exportation.

« Monumental fiasco »

Au total, ce lâchage de l'Occident – un de plus – place M. Abbas dans une situation intenable. Il a donc tiré les conclusions qu'il estime s'imposer en déclarant et répétant qu'il ne souhaitait pas briguer de nouveau mandat en janvier⁴. Sauf si la situation devait enfin se débloquer ? Une perspective qui, pour l'heure tient du vœu pieux. Peut-être Abbas tente-t-il, au risque de faire exploser le camp palestinien, d'exercer une ultime pression sur les Etats-Unis dont il continue à considérer qu'ils tiennent les clés ouvrant les cadenas posés par les dirigeants israéliens.

Tandis que la communauté internationale participe à enterrer un processus de paix moribond, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad s'est dit déterminé, quant à lui, à donner vie à un Etat palestinien indépendant en 2011 : « Certes nous voulons faire la paix, et pas seulement en parler, mais une fois encore, 16 ans après Oslo, nous sommes bloqués parce que, en fin de compte, il est du ressort de la puissance occupante (Israël) de mettre fin à l'occupation (...) Comment les gens peuvent-ils croire ce que nous leur racontons sur ce processus (de paix) qui doit nous conduire à un Etat palestinien quand ils voient la terre sur laquelle cet Etat est censé naître continuer à être accaparée par la colonisation? », demande-t-il encore.

« Il faut cesser de se payer de mots, constatait récemment Le Monde. Au Proche-Orient, il n'y a pas de "processus" de négociation en cours. Il n'y a pas non plus de perspective de paix. Pour autant, ce n'est pas le statu quo : la situation régresse. Dangereusement. (...) La colonisation se poursuivra, mais un peu ralentie (...) En quelques semaines, M. Obama a perdu dans le monde arabe le crédit que lui avait valu son remarquable discours de juin au Caire. Même en langage diplomatique, cela s'appelle un monumental fiasco (...) Le chef de l'Autorité palestinienne et patron du Fatah, Mahmoud Abbas, s'est estimé trahi par Washington. L'autre branche du mouvement national palestinien, les islamistes du Hamas, exulte.⁵ » Superbe bilan.

Un rapport accablant

Le rapport présenté par l'ancien juge sud-africain Richard Goldstone est accablant pour Israël. « La mission est arrivée à la conclusion que des actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être par certains aspects à des crimes contre l'humanité ont été commis par les forces israéliennes de défense », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à New York. Il conclut également qu'en tirant des roquettes sur des cibles non militaires en Israël, les combattants palestiniens « ont commis des crimes de guerre et peut-être aussi des crimes contre l'humanité ». Le gouvernement israélien a rejeté le rapport, arguant qu'« Israël n'a pas jugé utile de coopérer avec la mission d'enquête car son mandat était clairement partial et ignorait les milliers d'attaques à la roquette du Hamas contre des populations civiles dans le sud d'Israël qui ont rendu nécessaire l'opération contre Gaza ». Assurant que « le mandat de la mission et la résolution qui a établi celle-ci ont préjugé du résultat de l'enquête et donné une légitimité à - l'organisation terroriste - Hamas », pourtant lui aussi condamné par le rapport.

Rappelons qu'en plus du blocus imposé à Gaza transformant celle-ci en prison à ciel ouvert pour plus d'un million de Palestiniens, l'agression israélienne avait fait plus de 1 600 morts, dont plus de la moitié étaient des femmes et des enfants, et ce sans compter les destructions d'habitations et d'infrastructures socio-économiques (plusieurs milliards d'euros de dégâts). Les tirs de roquettes du Hamas ont tué une vingtaine de personnes, dont 11 soldats israéliens.

La résolution adoptée par l'ONU demande que des enquêtes nationales soient menées en Israël et à Gaza et que des procès soient ouverts contre des responsables désignés dans le rapport. Si Israël ne donne pas suite, le rapport dit que le Conseil de sécurité exige l'ouverture d'une procédure devant la Cour pénale internationale. Une perspective improbable dans le contexte actuel.

⁴ Les élections générales palestiniennes prévues en janvier prochain sont été reportées en raison de l'impossibilité de les tenir dans la bande de Gaza, contrôlée par le mouvement islamiste Hamas, a annoncé le 12 novembre la commission électorale.

⁵ « Fiasco ». Edito du Monde, le 12 novembre 2009.

Les Palestiniens privés d'eau par Israël

Les rapports des organisations internationales des droits de l'homme consacrés à Israël se suivent et se ressemblent. Amnesty International réaffirme qu'Israël limite sévèrement l'accès à l'eau dans les territoires palestiniens « en maintenant un contrôle total sur des ressources communes et en poursuivant des politiques discriminatoires ». « Israël ne laisse les Palestiniens accéder qu'à une fraction des ressources communes en eau, qui se situent surtout en Cisjordanie occupée, alors que les colonies israéliennes illégales reçoivent des quantités pratiquement illimitées », écrit Amnesty.

Certaines colonies utilisent vingt fois plus d'eau par tête d'habitant que les Palestiniens des localités voisines qui survivent avec 20 litres par jour. « Piscines, pelouses bien arrosées et vastes exploitations agricoles irriguées dans les colonies contrastent avec les villages palestiniens voisins dont les habitants doivent se battre quotidiennement pour assurer leurs besoins en eau », poursuit le rapport. Selon Amnesty, les Palestiniens ne sont pas autorisés à creuser des nouveaux puits ou à restaurer les anciens sans permis des autorités israéliennes. Dans la bande de Gaza, l'offensive israélienne de l'hiver dernier a endommagé les réservoirs d'eau, les puits, les égouts et les stations de pompage. De 180 000 à 200 000 Palestiniens n'ont pas accès à l'eau courante en Cisjordanie.

Israël n'a jamais signé la Convention des Nations unies de 1977 sur l'eau. Et pour cause ! La question de l'eau a été le déclencheur de la guerre des Six-Jours, en 1967, entre Israël et les pays arabes qui permet à Tel-Aviv d'accaparer les ressources de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau du Golan. L'eau a toujours fait partie de l'implantation des colonies israéliennes : celles-ci sont construites sur ou à proximité des nappes phréatiques. Une politique qui s'est poursuivie après les accords d'Oslo et s'est aggravée. Les citernes d'eau palestiniennes sont régulièrement la cible de l'armée et des colons et le mur qui se construit en Cisjordanie annexent les puits palestiniens et les terres arables.
